

Quelle Europe pour demain ? Conférence de Nicolas Leron qui se présente comme un social-démocrate attaché à l'idéal européen, contrairement aux souverainistes et aux nationalistes

L'union européenne représente en valeur le plus grand marché mondial avec ses 508 millions d'habitants, mais dispose d'une structure politique aux compétences limitées face aux grands pays. La crise européenne est d'abord une crise de la puissance publique. En effet, l'Europe en tant qu'institution politique dispose de faibles moyens (1% du PIB de la Communauté) qu'elle consacre au financement de la croissance dans les Régions européennes, à la croissance durable (l'agriculture) et à la recherche. Parallèlement à cette faiblesse de l'action politique, l'Europe s'est dotée d'un parlement qui produit du réglementaire porteur de progrès mais qui vient aussi complexifier la vie des nations. Elle s'est dotée aussi d'une monnaie unique gérée par une banque centrale indépendante. Pour garantir la valeur monétaire de l'Euro, l'Europe exige que chaque pays respecte au sein du marché intérieur un certain nombre de règles (dont le fameux 3% de déficit) qui laissent peu d'ajustement aux différentes politiques nationales. L'Euro a cependant été un élément positif au moment de la grande crise financière de 2008, puisqu'il a permis une réponse efficace et coordonnée des dirigeants européens. L'euro, comme monnaie forte, apporte une stabilité financière, en supprimant les concurrences monétaires entre pays. Mais la concurrence fiscale entre les pays de la communauté demeure. Ce système entretient une course continue au moins disant social, qui affecte l'emploi, le pouvoir d'achat et renforce les inégalités sociales. Au niveau de chacun des pays, la seule possibilité d'ajustement, c'est de proposer, dans le cas d'une politique de l'offre, une dévaluation interne sur le plan social. Il faudra impérativement pour demain un pacte de développement qui stoppe cette dégradation sociale et permette de lutter contre la montée inexorable des inégalités. Pour autant, même au sein des règles actuelles, il est possible de se donner des marges de manœuvre. C'est ce que fait le Portugal avec succès, et ce que tente de faire l'Italie...

L'impuissance actuelle ("Un parlement qui n'a pas le pouvoir budgétaire n'est pas un Parlement") agit défavorablement sur les démocraties nationales. Elle constitue une des causes de la crise de confiance qui secoue aujourd'hui l'Europe. Le Brexit constitue en soi, un choc de réalité fort contre l'Europe puisqu'il engage, contre elle, le destin d'un peuple. La montée dans un grand nombre de pays de l'euro-scepticisme, du repli sur soi, et l'émergence de réflexes politiques nationalistes font reculer les valeurs démocratiques et humanistes si nécessaires à la vie de la Communauté européenne.

Aujourd'hui l'Europe a réussi à construire un pouvoir juridique et réglementaire qui s'impose progressivement à tous, ainsi qu'un système de régulation financière par sa monnaie. Mais, en contrepartie, il n'a qu'un pouvoir politique symbolique et ne constitue qu'une agence de développement sur quelques secteurs (l'agriculture...). L'union européenne est devenue un système politique impuissant du fait du mode de décisions à la majorité qualifiée. Dans une assemblée à 27 pays, cela permet aux pays, qui tirent un avantage compétitif de la Communauté, de ne rien changer et d'avancer à très petits pas.

Que faire ? Pour tous ceux qui jugent indispensables la poursuite d'une Europe unie et solidaire, la communauté européenne doit procéder à un saut qualitatif qui apporte un plus à chacun de nos pays. Pour cela, il faut un nouvel acte politique fondateur permettant une action plus démocratique (passer de la majorité qualifiée à la majorité simple) pour un

parlement capable de décider réellement sur nos destins d'européens. Il faut augmenter les moyens financiers (au moins 3% du PIB européen) pour une Europe « puissance », pouvant conduire des actions nouvelles comme la production d'énergies renouvelables (celles-ci ne pouvant être portées efficacement par des pays isolés), l'extension plus forte des contacts et des échanges culturels, sociaux, économiques, écologiques entre tous les européens pour faire vivre l'idée « européenne » sur le modèle si réussi d'Erasmus.

Le temps n'est plus à des transferts de souveraineté nationale concernant des compétences portées aujourd'hui efficacement par chacun des pays (principe de subsidiarité). Le temps est venu de créer des richesses nouvelles communes au niveau européen. Le temps est venu d'ouvrir un espace de citoyenneté européen pour décider ces actions nouvelles de façon plus démocratique et efficiente.

Le débat final a surtout porté sur la notion de souveraineté et de son partage . « Est souverain celui qui décide en dernier ressort » nous dit-on, la souveraineté est donc d'abord nationale. L'Europe reçoit par les traités des transferts de compétences qui ... modifient temporairement une part de souveraineté ... en dernier ressort nationale

Recommandés par Nicolas Leron:

- un pays qui montre la voie du progrès social-démocrate: le Portugal
- un livre: *Le peuple contre la démocratie*, Guy Hermet, Fayard, 2014
- deux mouvements politiques: *Place publique* (Raphaël Glucksmann), *Mouvement des progressistes* (Robert Hue)
- une fondation: la *Fondation Jean Jaurès*, dont il est membre
- Du temps acheté (folio essai) de Wolfgang Streeck

Recommandé par AGA

- « La double démocratie, l'Europe... » (édition du Seuil) Michel Maglietta Nicolas Lero